

<https://www.aefinfo.fr/depeche/678556>

✍ Elise Le Berre

🕒 5 min read

Les écoles peuvent reporter leur évaluation du 1er trimestre (MEN)

Alors que les évaluations des écoles devaient être lancées à la rentrée 2022, certains syndicats demandaient une suspension, "a minima" pour le 1er trimestre. Pour l'Unsa Éducation, l'évaluation ne doit pas "s'ajouter à toutes les autres formes de débats annoncés par l'exécutif dans le cadre du CNR". Selon plusieurs syndicats, le MENJ aurait évoqué la possibilité de suspendre ces évaluations pour le 1er trimestre. Contacté par AEF info, le ministère précise qu'il s'agit d'un "assouplissement" de la programmation, pour tenir compte des débats organisés dans les écoles.



Les évaluations des écoles sont assouplies pour le 1er trimestre, pour tenir compte des débats prévus dans le cadre du Conseil national de la refondation. © Ohsuriya pour Fotolia

Après une expérimentation menée en 2021-2022 ([lire sur AEF info](#)), l'évaluation des écoles devait être lancée en cette rentrée. Certains syndicats, comme le SE-Unsa,

demandaient cet été davantage de temps ([lire sur AEF info](#)), voire un "arrêt définitif" des évaluations pour une intersyndicale ~~Snuodi-FO~~, le ~~Snuipp-FSU~~, la CGT Educ'action, Sud-Éducation et le ~~Snaic~~ ([lire sur AEF info](#), [ici](#) et [là](#)).

Le ~~SE-Unsa~~, le Snuipp, mais aussi ID-FO ont indiqué jeudi 8 septembre 2022 que le ministère de l'Éducation nationale avait finalement décidé de "reporter ces évaluations en raison des grands débats programmés dans les écoles, dans les prochaines semaines".

Contacté par AEF info vendredi, le ministère de l'Éducation nationale indique que la programmation concernant les évaluations des écoles est seulement "assouplie pour le premier trimestre de l'année scolaire, afin de tenir compte des concertations prévues dans le cadre du Conseil national de la refondation" ([lire sur AEF info](#)). Les établissements scolaires sont en effet invités à organiser des débats réunissant personnels éducatifs, parents d'élèves, personnel périscolaire, élus et lycéens pour faire remonter les "besoins" partant du "terrain" ([lire sur AEF info](#)).

Le ministère précise que "cet aménagement calendaire n'implique pas le report des évaluations pour les écoles qui souhaiteraient s'y engager dès ce premier trimestre".

les critiques des syndicats

L'Unsa Éducation a demandé jeudi, dans un communiqué, non seulement la "suspension des évaluations pour les écoles [...] a minima durant le premier trimestre de l'année" mais aussi une "remise à plat des objectifs et procédures". Pour le syndicat, l'évaluation des écoles s'inscrit "dans une démarche de qualité". Or, pour "établir un diagnostic" et "fixer des objectifs en lien avec le projet d'école et d'établissement", il faut "du temps et du travail collectif, qui doit être consenti, prévu et organisé dans le temps de service".

Lors d'une conférence de presse sur la rentrée le 8 septembre, la Fnec-FP-FO, opposée à ces évaluations, a souligné le "rejet par les personnels" du dispositif "à travers de nombreuses motions et prises de positions dans les départements". "Les collègues n'acceptaient ni l'autoévaluation" (menée par les enseignants, les parents, les élèves, les élus, associations), ni "l'évaluation externe, véritable audit conduit par des personnalités extérieures." La Fnec-FP-FO, qui avait "exigé qu'une consigne soit donnée aux IA-DASEN afin que les écoles non volontaires ne soient pas contraintes de mettre en œuvre ce dispositif", "prend acte du recul" du ministère pour le premier trimestre.